

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 6 février 2026

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 26 - 056

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PETITJEAN

52 Avenue Maréchal Leclerc
52-72
10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 janvier 2026 dans l'établissement PETITJEAN implanté 52 Avenue Maréchal Leclerc – 52-72 - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant est visé par deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure pour l'année 2025. Au regard des différents échanges, il a été convenu que l'inspection des installations classées procéderait à des visites d'inspection à chaque échéance des mises en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETITJEAN
- 52 Avenue Maréchal Leclerc - 52-72 - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PETITJEAN est spécialisée dans la production de poteaux et de mâts en acier destinés à l'éclairage des routes, des villes, des stades, des aéroports et des parking (mâts à couronne fixe ou mobile) et au transport de l'énergie électrique (lignes haute tension).

Les installations sont autorisées depuis le 17 octobre 1997 et l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation consolidé du 8 février 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
10	Modifications du site	AP de Mise en Demeure du 22/12/2025, articles 1.1 et 1.2	Astreinte journalière
9	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 2	Astreinte journalière

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gardiennage et contrôle des accès	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.1	Levée de mise en demeure
2	État des stocks	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.14	Sans objet
3	Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.3	Sans objet
4	Manche à air	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.4	Levée de mise en demeure
5	Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.8	Levée de mise en demeure
6	Poussières émériseuse	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.10	Sans objet
7	Recensement des produits dangereux	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.12	Sans objet
8	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.13	Sans objet
11	Bacs de rétention	AP de Mise en Demeure du 22/12/2025, article 1.3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a disposé d'une période de contradictoire durant laquelle il n'a pas signalé à l'inspection de problématique sur les délais proposés. L'inspection a également sollicité l'exploitant pour disposer d'un plan d'actions afin de l'accompagner dans sa remise en conformité.

De manière générale, les éléments recueillis lors de la visite et des échanges associés montrent que l'avancement de la mise en conformité demeure limité au regard des prescriptions fixées par les arrêtés de mise en demeure.

Malgré les rappels réguliers de l'inspection et les délais accordés pour transmettre les documents attendus, plusieurs prescriptions restent non traitées à ce jour. Certains documents n'ont pas été fournis et plusieurs actions présentées dans les plans transmis apparaissent incomplètes ou sans lien direct avec les exigences réglementaires visées, traduisant un décalage persistant avec l'exploitant.

L'exploitant a néanmoins procédé à la levée de certains écarts ponctuels et engagé quelques actions correctives, ce qui témoigne d'une prise en compte partielle des observations formulées.

Au regard des délais proposés par l'exploitant, l'inspection des installations classées prend acte de ses engagements qui seront pris en considération pour établir le calendrier des prochaines visites de contrôle. Toutefois, en l'absence d'avancées concrètes et vérifiables à l'issue de ces échéances, des suites administratives pourront être mises en œuvre.

À ce stade, compte tenu des manquements persistants, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la mise en place d'astreintes journalières, notamment pour l'absence de transmission du porter à-connaissance et pour la non-mise en œuvre de deux mesures de sauvegarde prescrites.

2-4) Fiches de constats

Partie I : Suivi de l'arrêté de mise en demeure du 17 décembre 2025

N° 1 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.1			
Thème(s) : Autre, Surveillance			
Prescription contrôlée :			
N°	Objet	Référence	Délais
1.1	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.3.1.2	15 jours
Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.3.1.2 « Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. En dehors des heures de travail, toutes les issues sont fermées à clé et un gardiennage est assuré. »			

Constats :

Les constats détaillés en partie confidentielle n'appellent pas d'autres remarques de la part de l'inspection. L'inspection note le retour à la conformité sur ce point.

Type de suites proposées : Levée de mise en demeure

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.14

Thème(s) : Risques accidentels, État de stock

Prescription contrôlée :

N°	Objet	Référence	Délais
1.14	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article 49	15 jours

Article 49 de l'Arrêté Ministériel du 04/10/2010 :

« Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

Visite du 10/06/2025, synthèse du constat :

L'exploitant a présenté l'état de stock « feuille stock galva » au 06/06/2025, recensant les produits chimiques du site avec les volumes et localisations associées (huilerie, maintenance, garage). Toutefois, malgré le rappel effectué lors de l'inspection de 2023 d'intégrer l'ensemble des matières combustibles, y compris non dangereuses, le document demeure incomplet, certains combustibles tels que le bois et la feutrine n'étant pas mentionnés, ce qui ne permet pas de disposer d'un inventaire exhaustif des charges combustibles présentes sur le site.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant présente le document intitulé « stock produit », mis à jour le 02/12/2025. Il présente également l'interface SharePoint « environnement », actuellement en cours de mise en place.

L'état des stocks ne mentionne pas le bois ni la feutrine. L'exploitant indique que la mise à jour du document est réalisée manuellement et qu'une actualisation est programmée au cours de la semaine. En outre, l'exploitant a transmis, le 12/01/2026, veille de la visite d'inspection, un plan d'actions de mise en conformité. Celui-ci modifie le délai préfectoral, l'exploitant sollicitant un passage de 15 jours à 2 mois. L'action envisagée est associée à un travail global avec un bureau

d'études.

Cependant, l'inspection des installations classées rappelle que l'état des stocks constitue un document opérationnel, destiné notamment à identifier rapidement la nature des stockages en cas de sinistre. Par ailleurs, l'exploitant s'était engagé à transmettre un état des stocks actualisé à l'issue de la visite. À ce jour, ce document n'a pas été transmis.

L'inspection des installations classées rappelle **fermement** à l'exploitant le caractère nécessaire et obligatoire de ce document. Toutefois, compte tenu du léger délai supplémentaire formulée dans le plan d'actions, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade le lancement de suites administratives ou pénales : ce point sera inscrit aux éléments de contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.3

Thème(s) : Actions nationales 2026, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

N°	Objet	Référence	Délais
1.3	Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 alinéa 4	1 mois

Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 alinéa 4

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Visite du 10/06/2025, synthèse du constat :

L'exploitant indique que le dernier exercice POI a été réalisé en décembre 2022, le prochain devant intervenir avant décembre 2025. L'examen de la version V4 d'octobre 2024 du POI met toutefois en évidence une organisation obsolète, prévoyant l'alerte d'une directrice des ressources humaines qui ne fait plus partie des effectifs, sans remplacement identifié. Par ailleurs, le site ne dispose plus de personnel de direction en mesure d'assurer la fonction de directeur des opérations internes ; hors astreinte maintenance, les alertes sont réceptionnées par une société de gardiennage sans prérogative opérationnelle, et en journée par l'animateur sécurité ou la responsable RH, sans qu'une fonction formellement habilitée, formée et chargée de la coordination des mesures d'urgence et d'atténuation ne soit désignée. L'organisation actuelle ne répond donc pas aux exigences du point a) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs, conduisant l'inspection à proposer au préfet la mise en demeure de l'exploitant afin de rétablir, dans les plus brefs délais, une organisation adaptée aux enjeux d'un site Seveso en zone urbaine.

Constats :

L'exploitant a transmis, la veille de la visite, un plan d'actions dans lequel il sollicite une prolongation du délai prescrit, initialement fixé à un mois, pour le porter à deux mois.

L'exploitant présente le projet de POI, numéroté PTJ_DOC008, actuellement en cours de finalisation avant la réalisation d'un exercice de déploiement. La fiche de vie du document mentionne une dernière mise à jour en date du 07/01/2026.

Le document présenté comprend notamment :

- des plans d'intervention ;
- des procédures d'intervention ;
- des schémas d'alerte ;
- la localisation des moyens d'intervention ;
- la localisation des coupures de gaz.

Il comporte également des fiches réflexes par bâtiment ou zone de production, synthétisant les informations opérationnelles, telles que des précisions constructives (surface, typologie de toiture et de murs), ainsi que la nature des produits présents dans chaque bâtiment et les procédures associées (coupure gaz, chaufferie, etc.).

Toutefois, l'absence de démarches relatives aux prélèvements environnementaux est constatée. L'étude de dangers en vigueur identifie pourtant les produits de décomposition potentiels, lesquels ne sont pas déclinés dans le document en cours de finalisation.

L'échéance réglementaire n'étant pas atteinte au jour de la visite, ce point fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection, à l'issue du délai sollicité par l'exploitant.

L'exploitant a transmis la veille de la visite, un plan d'actions où il est indiqué vouloir prolonger le délai prescrit de 1 mois pour un délai de 2 mois.

Compte tenu du léger délai supplémentaire formulée dans le plan d'actions, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade le lancement de suites administratives ou pénales : ce point sera inscrit aux éléments de contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Manche à air

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.4			
Thème(s) : Risques accidentels, Manche à air			
Prescription contrôlée :			
N°	Objet	Référence	Délais
1.4	Manche à air	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27	1 mois
<p>Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27 « Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement. »</p>			
Visite du 10/06/2025 :			
<p>Lors de la visite, il a été constaté l'absence d'appareils de détection indiquant la direction du vent sur le site. Il est donc constaté que l'exploitant est non conforme sur ce point.</p>			
Constats :			
<p>Lors de la visite, la présence d'une manche à air installée sur le bâtiment GMS a été constatée. L'inspection note le retour à la conformité sur ce point.</p>			
Type de suites proposées : Levée de mise en demeure			

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.8			
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie			
Prescription contrôlée :			
N°	Objet	Référence	Délais
1.8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018 article : 8.3.2	1 mois
<p>Arrêté Préfectoral du 02/08/2018 article : 8.3.2 « Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. »</p>			

Constats :

Les constats détaillés en partie confidentielle invitent l'exploitant à approfondir ce sujet dans le cadre du travail mené avec le bureau d'études.

Au regard de la prescription visée, ce point n'appelle pas d'autre remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Poussières émériseuse

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.10

Thème(s) : Risques chroniques, rejets diffus

Prescription contrôlée :

N°	Objet	Référence	Délais
1.10	Poussières émériseuse	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/06/2025, article 3.1.2	1 mois

Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06/06/2025, article 3.1.2

« Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...). »

Historique :**Visite du 06/12/2024, synthèse du constat :**

Lors de la visite, il a été constaté la mise en service d'une émériseuse automatique, intégrée aux modifications de process déclarées en 2021, générant environ 3 t/an de poussières de zinc, actuellement non valorisées faute d'exutoire adapté. La présence de poussières diffuses autour du dépoussiéreur a été observée, liée à la dégradation des filtres en carton et aux opérations de pelletage manuel vers des big-bags inadaptés à la manutention, favorisant les pertes et ruptures. Malgré des essais correctifs, les caractéristiques plus abrasives et denses des poussières rendent le dispositif de filtration insuffisant ; une maintenance préventive renforcée et, à défaut, une adaptation de la conception du système de filtration apparaissent nécessaires pour maîtriser les émissions diffuses. En conséquence, un arrêté préfectoral renforçant les prescriptions techniques applicables sera proposé au préfet.

Visite du 10/06/2025, synthèse du constat :

Lors de la visite, un dépôt persistant de poussières a été constaté au niveau de l'aspiration de l'émériseuse, sans maîtrise ni traitement depuis l'inspection du 6 décembre 2024, malgré la prescription complémentaire prévue par l'arrêté préfectoral correspondant.

L'exploitant n'a présenté aucune mesure corrective mise en œuvre ou programmée pour réduire l'impact de cet équipement, traduisant un non-respect des exigences prescrites, ce qui conduit l'inspection des installations classées à proposer au préfet la mise en demeure de s'y conformer.

Constats :

L'exploitant a transmis, la veille de la visite d'inspection, un plan d'actions dans lequel il sollicite une modification du délai préfectoral. Ce point sera examiné lors d'une prochaine visite, la mise en demeure n'étant pas arrivée à échéance. L'inspection des installations classées rappelle la nécessité de mise en œuvre des mesures de sauvegarde prescrites par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/12/2025.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il transmettrait, à l'issue de celle-ci, des photographies ainsi que des devis et autres documents attestant de l'avancement du projet. Par ailleurs, lors d'un échange téléphonique, l'exploitant a précisé que la zone est habituellement nettoyée, mais qu'un mauvais respect des consignes avait été constaté le jour de la visite.

Il a été demandé à l'exploitant de transmettre des photographies attestant de l'état habituellement « propre » de la zone. À ce jour, aucun élément n'a été fourni. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recensement des produits dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.12

Thème(s) : Situation administrative, État de stock

Prescription contrôlée :

N°	Objet	Référence	Délais
1.12	Recensement des produits dangereux	Code de l'environnement, article : L.515-32 point II	1 mois

Code de l'environnement, article : L.515-32 point II

« II. L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour. »

Visite du 10/06/2025, synthèse des constats :

L'exploitant n'a pas effectué son recensement réglementaire sur la plateforme dédiée dans les délais et a transmis a posteriori le fichier « calcul 2024 SEVESO 3 simulation final-2 », dans lequel les deux produits de fluxage identifiés lors de l'inspection ne figurent pas. Un second document (« liste FDS + bains maj2024-2 ») fait apparaître des écarts significatifs de tonnages par rapport au premier inventaire, notamment pour la mention H411 (336,8 t contre 323 t, dépassant le seuil autorisé) et H410 (7,9 t contre 10,58 t), révélant des incohérences dans le recensement. Le bain de fluxage, mélange de TIB FLUX TS640 et DS700 contenant du chlorure de zinc et du chlorure d'ammonium, doit être classé conformément aux règles CLP et REACH sur la base des concentrations maximales déclarées ; cette approche conduit à une classification H400/H410 et

à un rattachement à la rubrique ICPE 4510.

Ces éléments, déterminants pour le classement ICPE et SEVESO du site, nécessitent une mise à jour exhaustive, cohérente et réglementairement conforme de l'inventaire des substances et de leurs mentions de danger.

Constats :

Au jour de la visite, l'exploitant n'a pas réalisé les calculs relatifs au classement SEVESO 3. Ce sujet est intégré au travail global engagé par l'exploitant avec le bureau d'études.

À ce titre, l'exploitant sollicite une modification du délai, portée à deux mois. Compte tenu du léger délai supplémentaire formulée dans le plan d'actions, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade le lancement de suites administratives ou pénales : ce point sera inscrit aux éléments de contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 1.13

Thème(s) : Risques accidentels, Produits chimiques

Prescription contrôlée :

N°	Objet	Référence	Délais
1.13	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018 article 7.1.1	1 mois

Arrêté Préfectoral du 08/02/2018 article 7.1.1

« L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. »

Visite du 10/06/2025, synthèse des constats :

Par échantillonnage, l'inspection s'est focalisée sur le bain de fluxage, représentant environ 173 t de produits chimiques, pour lequel aucune caractérisation des dangers n'est présentée dans l'étude de dangers actualisée en 2024. Des incohérences ont été relevées entre les documents : le bain est référencé comme « JTECH FLUX » dans l'étude de dangers, alors que la « feuille stock galva » mentionne uniquement les produits TIB FLUX TS640 et DS700, utilisés en mélange avec

<p>une majorité de DS700, classé 4510. Malgré cela, l'exploitant classe le bain en 4511 sans justification technique, et n'a pas été en mesure d'étayer ce classement, alors même que la distinction entre ces rubriques conditionne le classement ICPE/SEVESO du site.</p> <p>L'inspection attend donc une justification réglementaire et toxicologique du classement retenu, l'intégration de ces produits dans l'étude de dangers et un positionnement au regard des obligations REACH ; par ailleurs, un échange avec le fournisseur a mis en évidence une erreur de classification du TS640, désormais reclassé H400, impliquant une réévaluation du classement du bain.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriels des 05/12/2025 et 17/12/2025, l'exploitant a sollicité l'inspection afin d'obtenir des précisions réglementaires ayant motivé ce constat.</p> <p>Par courriel du 19/12/2025, l'inspection a transmis à l'exploitant les éléments de justification, appuyés par des extraits du règlement CLP (point 4.1.3.5.5), de la directive européenne Seveso III (annexe I) ainsi que de la rubrique ICPE 4510.</p> <p>Dans le plan d'actions transmis par l'exploitant, ce point est regroupé avec le constat précédent. L'exploitant précise qu'une action globale est engagée avec un bureau d'études.</p> <p>Comme indiqué précédemment, ce point sera examiné lors d'une prochaine visite de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Mesures conservatoire

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/12/2025, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures conservatoires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions techniques et organisationnelles nécessaires à l'organisation interne en cas d'urgence. Ces mesures comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en place d'une astreinte permanente 24h/24h ; • la présence d'un responsable opérationnel sur site dans les 30 minutes suivant le déclenchement de l'alerte ; • la mise en place d'un gardiennage formé à l'intervention en cas d'incendie et en nombre suffisant ; • l'exploitant apporte des garanties sur sa maîtrise des distances d'effets de la cuve de 50m³ d'acide chlorhydrique, ainsi que celles en cas de dysfonctionnement des dispositifs d'aspiration des baigns / d'incendie dans le bâtiment 3 ; • l'exploitant présente ses mesures pour éviter toute dispersion des poussières de l'émeriseuse vers le cours d'eau ; • l'exploitant présente un suivi d'eau mensuel de la qualité des eaux intégrant notamment le suivi du paramètre Zn ; • l'établissement d'un plan d'actions de mise en conformité du site ;
<p>Constats :</p> <p>Durant la phase contradictoire, l'exploitant n'a pas manifesté de volonté de modification du</p>

contenu des projets de mise en demeure, malgré les différents rappels de l'inspection des installations classées.

Toutefois, hormis des demandes de modification des délais formulées la veille de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas procédé à la mise en place des mesures de sauvegarde définies dans l'arrêté susvisé.

Lors de la visite, l'exploitant confirme néanmoins :

- la mise en place d'une astreinte permanente 24 h/24, avec renvoi des appels vers le responsable maintenance ou le responsable de production, tous deux désignés dans le POI en cours de mise à jour et intégrant également les aspects incendie ;
- que les personnels d'astreinte sont domiciliés dans un périmètre leur permettant d'être présents sur site sous 30 minutes ;
- que le groupe électrogène a été dimensionné afin de répondre aux besoins d'aspiration des baignoires.

En amont de la visite, le 12 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un plan d'actions de mise en conformité du site. Toutefois, certaines actions proposées apparaissent en décalage avec les constats réalisés et les prescriptions associées.

L'exploitant n'a apporté aucun élément concernant la maîtrise des distances d'effets liées à la cuve de 50 m³ d'acide chlorhydrique. Bien que ce point soit prescrit par l'arrêté de mise en demeure, il n'a pas été traité et ne figure pas dans le plan d'actions transmis.

Concernant la formation de l'équipe de gardiennage, l'exploitant indique avoir sollicité la société prestataire afin d'apporter une réponse ultérieure à l'inspection.

Enfin, s'agissant du point relatif à l'émérisseuse, l'inspection rappelle que l'écart a été initialement constaté lors d'une visite en novembre 2024, puis a fait l'objet d'une demande d'action corrective. Lors de la visite de juin 2025, aucune action n'ayant été engagée, une mise en demeure assortie de mesures conservatoires a été proposée. Cette mise en demeure ayant été signée par Monsieur le Préfet, les mesures conservatoires sont applicables depuis le 17 décembre 2025.

Au jour de la visite, l'exploitant n'a présenté aucune mesure visant à prévenir la dispersion des poussières vers le cours d'eau, et le constat sur site ne montre aucune amélioration. Par ailleurs, aucun suivi mensuel de la qualité des eaux, incluant notamment le paramètre zinc (Zn), n'a été réalisé.

En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de prononcer une astreinte journalière à l'encontre de l'exploitant pour la mise en œuvre de mesures de protection autour de l'émérisseuse, ainsi qu'une seconde astreinte relative à la réalisation des analyses de la qualité des eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Partie II : Suivi de l'arrêté de mise en demeure du 22 décembre 2025

N° 10 : Modifications du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/12/2025, articles 1.1 et 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Porter-à-connaissance			
Prescription contrôlée :			
N°	Objet	Référence	Délais
1.1	Porter-à-connaissance	Code de l'environnement, article R.181-46	1 mois
1.2	Étude de dangers	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	1 mois
<p>Code de l'environnement, article R.181-46</p> <p>« I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :</p> <p>1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :</p> <p>a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;</p> <p>b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;</p> <p>2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :</p>			

- a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;
- b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2. »

Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51 - Étude de dangers.

« Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.

La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers. »

Visite du 09/2025, synthèse des constats :

L'exploitant a transmis un porter à connaissance relatif à la modification de ses ateliers, dont le contenu ne comporte ni description technique détaillée des évolutions projetées, ni analyse ni justification de la maîtrise des dangers et inconvénients significatifs au regard des intérêts protégés par l'article L.181-3 du code de l'environnement. La visite réalisée par l'inspection a toutefois montré que les aménagements étaient déjà engagés (retrait et déplacement de machines du bâtiment PTC, transfert de la maintenance vers le bâtiment « École de Soudure »), traduisant une mise en œuvre anticipée sans évaluation réglementaire préalable. Le document présente une approche essentiellement organisationnelle et économique, sans prise en compte des risques accidentels et impacts environnementaux liés à l'exploitation d'un site Seveso en zone urbaine ; il intègre en outre le document unique d'évaluation des risques professionnels, non pertinent au regard des compétences de l'inspection, et des plans insuffisamment renseignés ne permettant pas d'identifier clairement les locaux et mouvements d'équipements. En conséquence, le porter à connaissance ne répond pas aux exigences réglementaires, et l'instruction de l'étude de dangers confirme que l'exploitant n'a pas démontré l'identification et la maîtrise des enjeux du site.

Constats :

Lors de la visite du 13 janvier 2026, l'exploitant ne disposait pas de porter-à-connaissance concernant les modifications récentes.

Au regard du plan d'actions fourni, l'exploitant indique vouloir répondre à ce point par son action relative à la « Fiche d'information du public ». Cependant, ces deux documents sont nettement différents et ne poursuivent pas la même finalité.

De plus, le constat de la visite de septembre 2025 précise clairement les lacunes du document fourni.

Par ailleurs, lors de la visite d'inspection de novembre 2025, l'inspection avait également rappelé les exigences attendues pour ce document.

Malgré les explications fournies par l'exploitant, tant par téléphone que sur site, les rapports de l'inspection et le délai accordé pour transmettre le document avant l'échéance de la mise en demeure, ce dernier n'a toujours pas été fourni.

En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de prononcer une astreinte journalière à l'encontre de l'exploitant et de suspendre les modifications non autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 11 : Bacs de rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/12/2025, article 1.3

Thème(s) : Produits chimiques, Rétention

Prescription contrôlée :

N°	Objet	Référence	Délais
1.3	Bacs de rétention	Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 8.5.2	1 mois

Arrêté Préfectoral du 01/12/2017, article 8.5.2

« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

Dans tous les cas, 800 litres au minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. »

Constats précédents, visite 19/09/2025 :

Lors de la visite du local de maintenance des chariots, il a été constaté la présence d'un bac de rétention dans lequel étaient stockés quatre fûts métalliques.

Or, ce type de bac doit normalement être surmonté d'une grille métallique afin de garantir le maintien de sa capacité de rétention. La présence directe des fûts à l'intérieur du bac réduit son efficacité et rend le volume de rétention insuffisant par rapport au volume total des produits stockés.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription applicable.

Constats :

Lors de la visite, la présence, dans le garage, de deux bacs de rétention a été constatée. Les volumes stockés sur les grilles de ces bacs sont adaptés aux équipements concernés. L'exploitant précise par ailleurs avoir engagé une action de vérification de l'ensemble des bacs de rétention du site.

Au jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitant a procédé à la remise en conformité. Ce point n'appelle pas d'autre remarque.

Type de suites proposées : Sans suite